



HAL
open science

Une troisième Intifada si loin si proche?

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Une troisième Intifada si loin si proche?. Moyen-Orient, 2023, 60. halshs-04527209

HAL Id: halshs-04527209

<https://shs.hal.science/halshs-04527209>

Submitted on 29 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Dot-Pouillard

Une troisième Intifada si loin si proche ?

Les attaques palestiniennes contre colons et soldats israéliens se succèdent en Cisjordanie. Des jeunes, qui n'ont connu ni la première (1987-1993) ni la seconde (2000-2005) Intifada, entrent en clandestinité : ils défient une armée (Tsahal) qui multiplie les incursions à Jénine et Naplouse, mais aussi les services de sécurité de l'Autorité nationale palestinienne (ANP). Les racines du soulèvement actuel remontent à 2015 ; et la dynamique insurrectionnelle ne se limite pas aux frontières de la Cisjordanie. Cette Intifada rampante s'étend dans un contexte de crise de la société israélienne, mais butte sur les divisions du mouvement palestinien.

De 2005 à 2015, la Cisjordanie est comme glacée : la seconde Intifada s'est éteinte, entre la disparition de Yasser Arafat (1929-2004) et l'élection de Mahmoud Abbas à la présidence de l'ANP en janvier 2005. Pendant dix ans, les Israéliens sont focalisés sur la bande de Gaza, tenue par le Hamas depuis 2007. En Cisjordanie, la coopération sécuritaire entre les Israéliens et l'ANP fonctionne : les principaux groupes armés palestiniens sont démantelés. En septembre 2015, la donne change : les Israéliens décident de réprimer les Sentinelles (*Mourabitouns*), un groupe d'hommes et de femmes palestiniens surveillant l'esplanade des Mosquées à Jérusalem pour empêcher l'entrée de colons juifs. La ville s'enflamme, la Cisjordanie également : à partir du mois d'octobre débute une courte « Intifada des couteaux ». C'est d'abord un phénomène générationnel, qui échappe aux partis politiques : des jeunes, parfois mineurs, attaquent à l'arme blanche soldats et civils israéliens. En un mois, dix Israéliens sont tués, tandis qu'une cinquantaine de Palestiniens tombent sous les balles israéliennes.

Les Palestiniens à l'unisson

En juillet 2017, les Israéliens installent des portiques de sécurité à l'entrée des lieux saints musulmans de la vieille ville de Jérusalem. De nouveau, des manifestations de masse secouent les Territoires occupés et culminent, en décembre, lorsque le président américain Donald Trump (2017-2021) reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël. À Gaza, des manifestations pour le droit au retour des réfugiés sont violemment réprimées par Tsahal en avril 2018. Une insurrection larvée s'installe dans le temps : parfois violente, sans leadership partisan, décentralisée, elle connecte malgré tout des jeunes de Jérusalem-Est, de Cisjordanie, de la bande de Gaza, mais aussi – fait inédit – des Palestiniens dits de 1948 détenteurs de la citoyenneté israélienne.

L'effet générationnel est patent : une partie de la jeunesse palestinienne s'est définitivement détournée du récit des accords d'Oslo de 1993 et d'un processus de paix échoué. La figure charismatique d'un Yasser Arafat pouvait encore imposer le respect à la jeunesse de la seconde Intifada des années 2000 : la direction vieillissante d'une ANP isolée par les États-Unis de Donald Trump est quant à elle enferrée dans les rênes de la coopération sécuritaire avec Israël. Critique de l'ANP, Bassel al-Araj est un jeune intellectuel cisjordanien né en 1984 dont les écrits sur les mobilisations nationalistes palestiniennes passées – notamment armées – circulent sur les réseaux sociaux. Il est assassiné par les troupes israéliennes le 5 mars 2017 : son portrait orne alors les camps de réfugiés de Cisjordanie, de Gaza, mais aussi du Liban.

La centralité symbolique, politique et religieuse de Jérusalem est une autre caractéristique de cette atmosphère insurrectionnelle, qui franchit un nouveau seuil au printemps 2021 : le 10 mai, Abou Obeida, porte-parole des Brigades Ezzedine al-Qassam, branche armée du Hamas, annonce qu'une salve de roquettes sera lancée de la bande de Gaza sur Israël si les forces israéliennes et les colons ne se retirent pas de l'esplanade des Mosquées et du quartier de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est. L'opération « Épée de Jérusalem » est soutenue par 11 autres factions palestiniennes, regroupées dans une « chambre d'opération commune » autour de la direction militaire du Hamas. C'est le début d'une insurrection généralisée qui ne se limite pas à un conflit autour de Gaza : les Palestiniens de 1948 manifestent, non plus seulement pacifiquement, mais sous le registre de l'émeute. En Cisjordanie, le 17 mai 2021, pour la première fois depuis 16 ans, des activistes des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, branche armée du Fatah, défilent dans les rues de Ramallah. Réfugiés palestiniens du Liban et de Jordanie assaillent les frontières avec Israël et la Cisjordanie. En un court moment insurrectionnel, les différentes composantes nationales palestiniennes sont à l'unisson.

Unité nationale par le bas

Si la guerre de mai 2021 a enflammé l'ensemble de la rue palestinienne, l'idée d'une insurrection armée en Cisjordanie n'est à l'époque pas encore évidente. Certes, quelques attaques contre des colons ou des barrages militaires de Tsahal inquiètent Tel-Aviv. Mais la Cisjordanie morcelée par la colonisation est non seulement quadrillée par les forces d'occupation israéliennes, mais aussi par les services de sécurité de l'ANP, hostiles à une nouvelle Intifada : Mahmoud Abbas privilégie une « résistance populaire pacifique », surtout contrôlée par le Fatah, et compte sur la nouvelle administration Joe Biden (depuis 2021) pour relancer des négociations avec Israël. Il s'agit aussi pour la direction de Ramallah de ne laisser aucune marge de manœuvre politique ou militaire à ses opposants – Hamas, Djihad islamique, Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Mais la situation échappe aux services de sécurité palestiniens, tout autant qu'aux Israéliens. En juin 2021, Tsahal abat Jamil al-Amouri, un jeune activiste du Djihad islamique. Âgé de 25 ans, il est suspecté d'avoir organisé des attaques contre l'armée israélienne et les colons, et d'avoir structuré un groupe dans le camp de réfugiés de Jénine, dont il est originaire. Il faut cependant attendre le mois de septembre pour qu'une Brigade de Jénine émette son premier communiqué officiel, en soutien à six prisonniers palestiniens échappés de la prison de Gilboa, au nord d'Israël.

La Brigade de Jénine a ses jeunes partisans dans un camp de réfugiés, qui fut déjà le lieu d'une féroce bataille avec les Israéliens lors de la seconde Intifada, du 3 au 11 avril 2002. La Tanière des lions de Naplouse tire quant à elle sa force d'une implantation locale dans la partie ancienne de cette ville. Ce groupe armé publie son premier communiqué en septembre 2022. Il est cependant actif à Naplouse depuis plusieurs mois : de février à août 2022, l'armée israélienne a assassiné plusieurs jeunes dirigeants des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa. Parmi eux, Ibrahim al-Nabulsi, un jeune homme de 18 ans. Ses funérailles, en août 2022, sont suivies par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Depuis, la Brigade de Jénine et la Tanière des lions de Naplouse n'ont cessé de multiplier les actions contre les colons et l'armée israélienne – entraînant de nouvelles incursions de Tsahal. Surtout, le modèle de petites organisations fondées d'abord et avant tout sur une implantation locale, formées sur des réseaux d'interconnaissances de jeunes clandestins bénéficiant de la protection de la population et de leurs familles, a eu un effet domino en Cisjordanie : des groupes armés se sont formés à Tulkarem, à Tubas, dans les camps de réfugiés de Jalazon et d'Aqabat al-Jaber...

Ces mouvements, en plus de leur fort ancrage local, ont trois autres caractéristiques : générationnelle, trans-partisane et de classe. La jeunesse d'abord : les combattants ont la vingtaine – parfois moins – et sont donc nés à la fin des années 1990 et au début de la

décennie 2000. Ce n'est donc même plus une « génération Oslo ». Leur passage au politique, à la lutte armée et à la clandestinité s'est effectué dans un champ de ruines nationales : ils ont grandi dans un univers marqué par la colonisation et la division sanglante entre le Fatah et le Hamas, matérialisée par une séparation politique, et non plus seulement géographique, entre la bande Gaza et la Cisjordanie, et par un décalage générationnel avec la direction actuelle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de l'ANP.

D'où la dimension trans-partisane de ces nouveaux groupes armés : la Brigade de Jénine et la Tanière des lions de Naplouse regroupent des jeunes du Hamas, du Fatah, du Jihad islamique et du FPLP. C'est en quelque sorte une unité nationale « par le bas » qui s'effectue, à défaut de par le haut – les factions palestiniennes étant encore incapables de s'accorder sur un programme de réforme de l'OLP. À Jénine, les cadres du Jihad islamique – très implanté dans le camp de réfugiés – peuvent travailler de concert avec des membres du Fatah. À Naplouse, les cadres fondateurs de la Tanière des lions sont majoritairement issus du Fatah, mais peuvent aussi venir de la gauche – Tamer al-Kilani, un membre du FPLP qui a cofondé le groupe armé, est assassiné par les Israéliens le 23 octobre 2022. C'est un modèle militaire unitaire qui diffère de celui de la seconde Intifada, fondé sur des groupes militaires partisans distincts (Hamas, Fatah, FPLP, Jihad islamique).

Le caractère de classe enfin : ces groupes armés émergent principalement dans des espaces urbains surpeuplés, et mobilisent surtout des jeunes issus de « *familles prolétaires dont les membres travaillent comme ouvriers en Israël et comme ouvriers qualifiés et non-qualifiés en Cisjordanie*¹ », ce qui n'est pas sans créer des tensions avec les classes moyennes supérieures et commerçantes. Multipliant les attaques nocturnes, maîtrisant la géographie des ruelles sinueuses où ils sont implantés, ces groupes armés ont appris à construire des tunnels, et à retarder l'entrée des chars israéliens à l'aide de barrières artisanales et d'engins explosifs improvisés.

« L'unité des places »

L'insurrection armée en Cisjordanie a des racines dans le temps qui remontent à 2015 : elle a aussi ses conditions de possibilité palestiniennes, israéliennes et régionales. Tout d'abord, la tension monte en Cisjordanie alors que la société israélienne apparaît, aux yeux des Palestiniens, comme de plus en plus divisée : depuis janvier 2023, les manifestations contre le gouvernement de Benjamin Netanyahu, tout juste revenu au pouvoir un mois auparavant, et le projet de réforme de la Cour suprême prennent une ampleur sans précédent. Des responsables sécuritaires israéliens s'inquiètent d'une Cisjordanie en feu, d'une bande de Gaza immaîtrisable, dans un contexte de crise politique interne israélienne – ce n'était pas le cas lors de la première et de la seconde Intifada.

Ensuite, un tournant stratégique s'est opéré chez les Palestiniens, notamment chez le Hamas, avec la guerre de mai 2021 : pour ce dernier, il s'agit de ne plus seulement tenir la bande de Gaza, mais de remettre au centre la question de Jérusalem et de favoriser des foyers armés en Cisjordanie – le Bataillon Ayyash revendique des tirs de roquettes artisanales sur des colonies à partir de Jénine en juin et juillet 2023. Des militants affiliés au Hamas ont multiplié les attaques contre des colons et soldats israéliens en Cisjordanie – le mouvement de la résistance islamique défiant aussi les services de sécurité palestiniens, qui ne manquent pas d'incarcérer certains de ses activistes.

Enfin, les Territoires occupés ne sont pas isolés de la géopolitique régionale : la tension entre le Hezbollah libanais et Israël est à son comble depuis l'hiver 2023. Le mouvement chiite a

¹ Lisa Taraki, « Sosiolojija al-Hala al-thawriya/al-mutamarida fi-Filastin » (Sociologie de la situation révolutionnaire/rebelle en Palestine », *Revue des études palestiniennes*, Beyrouth, numéro 135, été 2023, p 35.

été accusé par Tel-Aviv d'avoir planifié une opération armée à Megido (nord israélien), le 15 mars 2023. Le Hezbollah n'a depuis ni infirmé ni confirmé cette thèse. En avril, des roquettes ont été lancés du Sud-Liban sur Israël, alors que le président du Bureau politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, rencontrait le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, à Beyrouth. Les Israéliens ont multiplié les menaces sur Salah al-Arouri, numéro deux du Hamas résidant au Liban, suspecté de planifier l'insurrection en cours en Cisjordanie.

L'armée israélienne craint des fronts régionaux interconnectés, qui iraient de la bande de Gaza au Sud-Liban et au plateau du Golan syrien (occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981), en passant par la Cisjordanie. Et c'est cette nouvelle doctrine stratégique qui est prônée officiellement par les différentes factions palestiniennes, tout comme par le Hezbollah, sous le slogan « Unité des places ». C'est d'abord le nom donné par le Djihad islamique à une courte bataille qui l'oppose à Israël à partir de la bande de Gaza en août 2022, à laquelle le Hamas n'a pas participé. Depuis, à chaque confrontation à l'œuvre en Cisjordanie, au Sud-Liban ou à Gaza, l'« unité des places » est un slogan qui apparaît autant sur les réseaux sociaux palestiniens que dans les communiqués des principaux groupes armés. Le principe est simple : toute attaque israélienne sur Jérusalem, Gaza ou la Cisjordanie peut entraîner une réponse militaire sur un autre front, selon une stratégie d'encerclement progressif des Israéliens.

Une Intifada rampante

En dépit d'une situation insurrectionnelle dans les Territoires occupés qui s'inscrit dans un temps long, personne ne parle encore d'une « troisième Intifada », comme si le soulèvement attendait sa date de naissance. Pourquoi les acteurs politiques palestiniens tardent-ils à la déclarer, alors que certaines parties de la Cisjordanie deviennent un terrain militaire et politique de plus en plus ingérable pour les Israéliens ?

C'est d'abord la division inter-palestinienne qui bloque le passage à une troisième Intifada. Celle de décembre 1987 était soutenue par l'ensemble des forces de l'OLP, coordonnées dans un Commandement national unifié, tout comme par les islamistes. En septembre 2000, la dynamique du soulèvement était soutenue par Yasser Arafat. Unité nationale palestinienne et dynamique du soulèvement allaient de pair. Certes, dans la conjoncture actuelle, une unité nationale par le bas s'est opérée à Jénine, Naplouse ou Tulkarem, agrégeant de jeunes activistes clandestins venus d'horizons idéologiques divers. Mais l'unité par le haut tarde à se réaliser : les accords inter-palestiniens d'Alger d'octobre 2022 devant paver la voie à de nouvelles élections du Conseil législatif palestinien et à une réforme de l'OLP n'ont jamais été appliqués. Fin juillet 2023, une conférence des secrétaires généraux des partis palestiniens tenue au Caire est boycottée par le Djihad islamique et le FPLP- Commandement général (FPLP-CG), et se tient dans une atmosphère de tension extrême. Algérie, Égypte, Qatar, jusqu'au président turc Recep Tayyip Erdogan (depuis 2014), qui a accueilli le 26 juillet 2023 Mahmoud Abbas et Ismaël Haniyeh à Ankara... Toutes les médiations régionales pour réconcilier Hamas et Fatah ont échoué. Quant à un soutien arabe au soulèvement palestinien, il demeure plus qu'hypothétique. Certes, les « accords d'Abraham » de 2020 et la dynamique de reconnaissance d'Israël par des pays arabes (Émirats arabes unis, Bahreïn, Soudan, Maroc) semblent enrayés : les monarchies du Golfe ont pris des distances avec Israël, et l'Arabie saoudite écarte pour l'heure toute tentative de normalisation avec l'État hébreux. Mais les membres de la Ligue arabe préfèrent le *statu quo* et la logique de négociation à toute explosion de la Cisjordanie.

Il est un autre facteur qui bloque le passage à une troisième Intifada : le rapport des groupes armés à l'ANP. Certes, la Brigade de Jénine et la Tanière des lions de Naplouse ont exclu de s'affronter militairement aux membres des forces de sécurité palestinienne – au nom de l'unité nationale et pour éviter une guerre civile. Mais la coopération sécuritaire entre l'ANP

et l'armée israélienne entrave leurs mouvements. Surtout, nombres de jeunes activistes palestiniens ont été incarcérés par la Sureté préventive palestinienne. La colère contre l'exécutif de Mahmoud Abbas est patente. Lorsque les troupes israéliennes se retirent de Jénine, le 5 juillet 2023, après deux jours d'intenses combats, Mahmoud al-Alloul, vice-président du Fatah, et Azzam al-Ahmad, membre du Comité exécutif de l'OLP, se rendent dans la ville pour rendre hommage aux victimes de l'incursion : ils sont expulsés par la foule. Une semaine plus tard, Mahmoud Abbas effectue son premier déplacement officiel à Jénine depuis 11 ans : ses services de sécurité sont contraints à limiter dans le temps et l'espace une visite marquée par un accueil populaire froid.

Moins qu'une Intifada, plus qu'un simple soulèvement ? Tout le monde a les yeux fixés sur la Cisjordanie : l'Intifada n'y est pas ouverte, elle est « rampante », faite d'attaques quasi-quotidiennes contre l'armée et les colons et de l'émergence de petites zones autonomes constamment insurgés. Les Israéliens craignent une interconnexion régionale des différents fronts palestiniens et libanais, tandis que l'ANP se demande justement comment rétablir... son autorité sur des morceaux de territoires échappant à son contrôle. La colère contre l'ANP atteint même les rangs des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa : à Tulkarem, elles demandent la libération des jeunes palestiniens emprisonnés par l'ANP et désobéissent explicitement aux consignes d'appel au calme de leur propre parti, le Fatah. En attente d'un huitième congrès toujours reporté (le dernier s'est tenu en 2016), le mouvement de Yasser Arafat a déjà vécu de douloureuses divisions à l'issue de l'annulation des élections législatives et présidentielle palestiniennes de mai 2021, et de frondes animées par Nasser al-Qidwa, expulsé du comité central du mouvement, et par le député emprisonné Marwan Barghouti. C'est dire aussi que l'avenir de cette Intifada rampante se joue au sein même d'un Fatah à deux visages : il y a le Fatah intégré à l'appareil proto-étatique de l'ANP, assurant salaires et stabilité de l'emploi aux membres des forces de sécurité et aux employés du service public, et il y a le Fatah insurgé et populaire des jeunes « lions ». **Nicolas Dot-Pouillard**